



Coalition pour une saine alimentation scolaire

L'honorable Wayne Easter, C.P., député, président
Comité permanent des finances
Chambre des communes, Édifice du Parlement
Ottawa (Ontario) K1A 0A9
Envoyé par courriel à : wayne.easter@parl.gc.ca, FINA@parl.gc.ca et finapbc-cpb@parl.gc.ca

Le 19 février 2016

Objet : *Joindre vos efforts à ceux de la plupart des provinces pour appuyer les programmes alimentaires scolaires dans le budget fédéral*

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La [Coalition pour une saine alimentation scolaire](#) est un réseau en expansion de 32 organismes sans but lucratif œuvrant dans chaque province et dans le Nord. La Coalition cherche à obtenir du gouvernement fédéral un investissement important échelonné sur cinq ans dans un programme alimentaire scolaire universel à frais partagés qui permettrait de servir chaque jour aux élèves des collations ou des repas sains gratuitement ou à prix modique.

La mauvaise alimentation est le principal facteur de risque de maladie et de décès au Canada et dans le monde. Lorsque les enfants vont à l'école alors qu'ils ont faim ou qu'ils sont mal nourris, leur niveau d'énergie, leur mémoire, leur aptitude à résoudre des problèmes, leur créativité, leur concentration et leurs autres fonctions cognitives en souffrent. Le programme que nous proposons se doit avant tout d'être universel. Même lorsqu'existent des programmes alimentaires fondés sur les moyens financiers familiaux, les enfants qui fréquentent l'école l'estomac vide peuvent se sentir encore plus isolés et stigmatisés alors qu'ils ont tant besoin de cet appui. L'ancien administrateur en chef de la santé publique, le Dr David Butler Jones, a remarqué que les adolescents arrivent souvent en classe sans avoir pris le moindre petit déjeuner (selon une étude, c'est le cas pour près de 50 % d'entre eux).

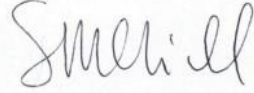
Dans le passé, le gouvernement fédéral n'a pas financé de programmes d'alimentation scolaire, même dans les écoles qu'il subventionne dans les collectivités des Premières Nations. En faisant preuve de leadership politique et en approuvant un investissement à l'échelle nationale, le gouvernement contribuerait de manière fondamentale à la santé publique et redresserait les inégalités sociales dans le segment le plus important et le plus vulnérable de notre société — les enfants et les jeunes — et ce, dans le milieu où l'égalité d'accès prend le plus d'importance, c'est-à-dire l'école. Le Canada est l'un des rares pays industrialisés qui n'ont pas encore adopté un programme alimentaire scolaire national. L'ensemble disparate de programmes financés par les provinces n'atteint qu'une faible proportion de nos cinq millions d'élèves. Nous aimerions savoir si les demandes de financement destinées à construire ou rénover des cuisines scolaires sont admissibles aux subventions dans le cadre du programme d'infrastructure fédéral.

La Coalition continuera d'encourager les provinces et les territoires à tenir compte de l'alimentation en milieu scolaire lors du renouvellement de l'Accord sur la santé avec le gouvernement fédéral, et à favoriser la prévention des maladies et la protection de l'enfance dans leurs budgets. Nous croyons qu'investir dans un programme d'alimentation scolaire constitue une utilisation prudente des fonds publics pour des raisons d'équité et de santé publique, et que cet investissement pourrait contribuer à améliorer la productivité et, à long terme, réduire le coût des soins de santé. Cela dit, le comité pourrait envisager de financer cette dépense en imposant une taxe d'accise sur les boissons sucrées, en éliminant les exemptions à la TPS/TVH/TVP dans le cas des aliments peu nutritifs (p. ex. les céréales sucrées pour le petit déjeuner et les paquets de beignets grand format), et en augmentant les taxes sur les boissons alcooliques et les produits du tabac.

Respectueusement soumis au nom du comité directeur de la Coalition pour une saine alimentation scolaire,



Bill Jeffery, LLB, directeur général
Centre for Health Science and Law (Canada)
billjeffery@healthscienceandlaw.ca



Sasha McNicoll, coordonnatrice
Coalition pour une saine alimentation scolaire
schoolfood@foodsecurecanada.org